

5.1.2 Conditions d'admissibilité liées aux services professionnels

Les services professionnels doivent être des mesures nécessaires pour aider les personnes à retrouver leur autonomie ou favoriser leur intégration professionnelle, scolaire ou sociale.

Par mesure nécessaire, on entend tout moyen susceptible d'entraîner en probabilité un progrès significatif de l'état de la personne dans un délai raisonnable et sans lequel la condition médicale, l'autonomie ou l'intégration sociale, scolaire ou professionnelle de la personne seraient compromises.

La demande des services professionnels doit être autorisée par la Société avant d'être réalisée. Elle doit être conditionnelle à l'accord de la personne accidentée. La personne qui exige le choix d'un professionnel dont les tarifs sont plus élevés que les montants prévus à la directive en assume les frais excédentaires.

5.1.3 Conditions d'admissibilité liées aux prestataires de services

5.1.3.1 Secteur public

Réseau de la santé

À qualité, efficacité et efficience égales, la Société privilégie l'achat des services professionnels du secteur public. Les services professionnels offerts par le secteur public sont ceux prévus dans l'entente administrative entre le Ministère de la Santé et des Services sociaux et la Société de l'assurance automobile du Québec en qualité de fiduciaire du Fonds d'assurance automobile du Québec. Les conditions d'admissibilité à ces services sont prévues dans l'entente signée le 18 février 2009, prenant effet le 1^{er} avril 2008.

Exception

Même s'il relève du secteur public, l'Hôpital Juif de Réadaptation peut aussi recevoir des demandes pour des services professionnels habituellement dispensés par le secteur privé, soit les services d'évaluation et de développement des capacités fonctionnelles en équipe interdisciplinaire ainsi que les services d'évaluation et de suivi psychologique, selon les conditions prévues à cette directive.

Réseau de l'éducation

Les services rendus par du personnel des commissions scolaires sont admissibles.

5.1.3.2 Secteur privé

La Société peut également avoir recours aux ressources du secteur privé. Ces ressources doivent être désignées par la personne accidentée et doivent respecter les conditions prévues à cette directive.